

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

NIGERIA : 4 000 ÉLÈVEURS FUIENT VERS LE NORD APRÈS DES TENSIONS

Quelque 4 000 éleveurs peuls ont fui cette semaine le sud du Nigeria vers le nord, après la multiplication d'attaques contre leur communauté par des membres d'autres ethnies qui les accusent de la montée de l'insécurité, ont annoncé jeudi les autorités locales. Ces dernières semaines, plusieurs campements d'éleveurs peuls ont été attaqués dans les régions du sud-ouest, dominées par l'ethnie Yoruba, et le sud-est, majoritairement Igbo, du pays le plus peuplé d'Afrique.

BIDEN MET UN TERME AU RENVOI DES DEMANDEURS D'ASILE

La politique migratoire controversée de Donald Trump qui consistait à renvoyer les demandeurs d'asile au Mexique pendant l'examen de leur dossier sera stoppée dès la semaine prochaine, a annoncé vendredi l'administration de Joe Biden. "A partir du 19 février, le ministère de la Sécurité intérieure débutera la phase une de son programme pour restaurer un processus sécurisé et ordonné à la frontière sud-ouest" des Etats-Unis, a précisé un communiqué.

"ENTRE LA VIE ET LA MORT", LES MIGRANTS DANS LA JUNGLE ENTRE COLOMBIE ET PANAMA

C'est un voyage entre la vie et la mort", témoigne Naziru Osman, un migrant parti voici des mois du Ghana et qui vient de traverser la jungle du Darien entre la Colombie et le Panama dans sa progression vers les Etats-Unis. Pas de routes dans les 575 000 hectares de forêt vierge du Darien. Mais les rivières, les gorges, les serpents venimeux, les jaguars, les araignées, les scorpions, les lézards et les abeilles agressives ne sont pas toujours les pires périls dans cette jungle où des bandes criminelles font régner la terreur.

Afrique du Sud : 15 militants de l'ANC !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Dans un contexte socio-politique marqué par la lutte contre le Covid-19, une nouvelle affaire vient secouer le pays de Nelson Mandela. Au cœur de cette nouvelle secousse, le Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud, depuis la chute de l'Apartheid. Ainsi, une quinzaine de membres de cette formation politique historique, ont été arrêtés hier dans une affaire de corruption et de blanchiment de fonds au moment des funérailles de l'ancien président Nelson Mandela en 2013. Ces quinze personnes dont la ministre de la Santé de la province du Cap oriental, Sindiswa Gomba, qui était alors conseillère municipale, ainsi que des élus et hommes d'affaires liés au Congrès national africain (ANC), ont été libérées sous caution de 1 000 rands (environ 37000francs) chacune et comparaitront le 5 mars, selon un communiqué de la porte-parole de la police, Katlego Mogale. Elles sont visées par des accusations de blanchiment d'argent et de corruption pour un montant de 10 millions de rands (369 millions de francs), dans le cadre de déclarations frauduleuses de frais de transport et de logement de personnes souhaitant assister à une cérémonie d'hommage au défunt président Nelson Mandela dans la ville côtière d'East London (sud-est du pays).

Il faut rappeler que ces charges lancées en 2019 avaient été ensuite temporairement abandonnées, mais de nouvelles investigations ont mené à leur arrestation hier par les "faucons", une unité d'élite de la police en charge notamment des questions de corruption. Toute chose qui ne semble pas surprendre grand monde tant le président Cyril Ramaphosa a inscrit son magistère sous de la lutte contre la corruption dans son pays. A noter que le premier président



L'ANC encore au coeur d'un nouveau scandale.

noir de l'Afrique du Sud et icône anti-apartheid, Nelson Mandela est décédé le 5 décembre 2013 à l'âge de 95 ans. Il a été enterré dans son village de Qunu, dans le sud-est du pays, après des funérailles nationales célébrées le 15 décembre en présence de

présidents, souverains et personnalités. Un événement qui avait captivé la planète entière qui avait rendu hommage à cette véritable figure de la lutte contre les inégalités dans son pays et à travers le monde. Les cérémonies d'hommage ont

donné lieu à de nombreuses fraudes. L'organisme anticorruption sud-africain a estimé qu'environ 300 millions de rands (plus de 1,1 milliard de francs) de fonds publics destinés aux cérémonies avaient été gaspillés ou détournés.

La bataille de Ramaphosa



Le président Cyril Ramaphosa déterminé à lutter contre la corruption dans son pays.

J.O.
Libreville/Gabon

Les divers scandales qui secouent l'Afrique du Sud sont le fait de la lutte contre la corruption lancée par le président Cyril Ramaphosa. D'ailleurs, une campagne est en cours au sein de son parti l'ANC. Le gouvernement a déjà posé

des actes pour accompagner la volonté de son président en mettant en place un comité ad hoc qui regroupe plusieurs acteurs. Dans une lettre adressée aux membres du parti qui a porté Nelson Mandela à la tête de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa avait fait remarquer que l'ANC a toujours été cité et reste impliqué dans des affaires

de corruption qui ont défrayé la chronique dans le pays. Il avait évoqué notamment les récents scandales d'attribution d'appels d'offres pour des équipements destinés à lutter contre le coronavirus, ainsi que les affaires d'attribution d'emplois comme faveurs à des proches et la corruption au plus haut sommet de l'Etat. Le dirigeant sud-africain avait clairement indexé des dirigeants locaux du parti au pouvoir qui ont vendu de l'aide alimentaire destinée aux populations démunies qui en sont les destinataires.

A noter que Cyril Ramaphosa qui a remplacé Jacob Zuma à la tête du parti au pouvoir depuis décembre 2017, s'est engagé à lutter contre la corruption qui gangrène son pays. L'ancien président Zuma, lui, est poursuivi dans plusieurs dossiers de corruption dont le plus emblématique qui a impacté sur sa présidence est celui qui le lie à la famille Gupta.

Photo:AFP